



ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ
ΤΗ 24 ΜΑΡΤΙΟΥ 1979

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ

ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ
59

ΑΠΟΦΑΣΕΙΣ

Περὶ ἐγκρίσεως: 1) τοῦ Πρακτικοῦ τῆς 3ης Συνόδου τῆς Μικτῆς Ἑλληνοϊταλικῆς Ἐπιτροπῆς γιὰ τὴ μεταφορὰ ἐμπορευμάτων ὁδικῶς, ποὺ ὑπογράφηκε στὴ Ρώμη στὶς 18 Μαΐου 1974, 2) τοῦ Πρακτικοῦ τῆς 4ης Συνόδου τῆς Μικτῆς Ἑλληνοϊταλικῆς Ἐπιτροπῆς γιὰ τὴ μεταφορὰ ἐμπορευμάτων ὁδικῶς, ποὺ ὑπογράφηκε στὴν Ἀθήνα στὶς 9 Ἰουλίου 1977, 3) τοῦ Πρακτικοῦ τῆς 5ης Συνόδου τῆς Μικτῆς Ἑλληνοϊταλικῆς Ἐπιτροπῆς γιὰ τὴ μεταφορὰ ἐμπορευμάτων ὁδικῶς, ποὺ ὑπογράφηκε στὴ Ρώμη στὶς 17 Φεβρουαρίου 1978.

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ, ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ ΚΑΙ ΣΥΓΚΟΙΝΩΝΙΩΝ

Ἐχοντας ὑπόψη: 1) τὴ διάταξη τῆς παραγρ. 2 τοῦ ἀρθροῦ 21, τῆς Συμφωνίας γιὰ τὴ μεταφορὰ ἐμπορευμάτων ὁδικῶς Ἑλλάδος-Ἰταλίας, ποὺ ὑπογράφηκε στὴν Ἀθήνα στὶς 27 Ὀκτωβρίου 1966 καὶ κυρώθηκε μὲ τὸν ὑπ' ἀριθ. 574/1968 Ἀναγκαστικὸ Νόμο, ποὺ δημοσιεύθηκε στὸ ὑπ' ἀριθ. 229 φύλλο τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως τεύχος Α' τῆς 28ης Σεπτεμβρίου 1968, μὲ τὴν ὁποία συνιστᾶται Μικτὴ Ἐπιτροπὴ,

2) τὸ περιεχόμενο τῶν ὑπὸ ἐγκριση Πρακτικῶν, ἀποφασίζουμε:

Ἐγκρίνουμε ὡς ἔχουν καὶ στὸ σύνολό τους: τὰ Πρακτικά τῆς 3ης, 4ης καὶ 5ης Συνόδου τῆς Μικτῆς Ἑλληνοϊταλικῆς Ἐπιτροπῆς γιὰ τὴ μεταφορὰ ἐμπορευμάτων ὁδικῶς, ποὺ ὑπογράφηκαν στὴ Ρώμη στὶς 18 Μαΐου 1974, στὴν Ἀθήνα στὶς 9 Ἰουλίου 1977 καὶ στὴ Ρώμη στὶς 17 Φεβρουαρίου 1978 ἀντίστοιχα καὶ τῶν ὁποίων τὰ κείμενα σὲ πρωτότυπο στὴ Γαλλικὴ γλῶσσα καὶ σὲ μετάφραση στὴν Ἑλληνικὴ ἔχουν ὡς ἀκολούθως:

Ἀθήνα, 5 Φεβρουαρίου 1979

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ
ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΠΑΛΛΗΣ

ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ
ΑΘ. ΚΑΝΕΛΛΟΠΟΥΛΟΣ

ΣΥΓΚΟΙΝΩΝΙΩΝ
ΑΛΕΞΑΝΔΡΟΣ ΠΑΠΑΔΟΠΟΥΛΟΣ

PROCES-VERBAL

de la IIIe Réunion de la Commission Mixte Gréco-Italienne pour les transports routiers de marchandises

La troisième réunion de la Commission précitée, prévue par l'Accord Gréco-Italien relatif aux transports routiers de marchandises, a eu lieu à Rome du 16 au 18 mai 1974.

Les Délégations ayant pris part à la réunion étaient composées comme suit :

Délégation Hellénique :

A. Stephanou, Ministre Plénipotentiaire, Chef de la Délégation.

C. Economides, Conseiller Juridique du Ministère des Affaires Etrangères.

E. Bacarinos, Conseiller Commercial auprès de l'Ambassade de Grèce à Rome.

C. Tsimbouris, Attaché Agricole auprès de l'Ambassade de Grèce à Rome.

D. Bechiaris, Directeur au Ministère des Transports

N. Glenzis, Expert auprès du Ministère des Finances.

M. Oikonomou, Secrétaire Commercial auprès de l'Ambassade de Grèce à Rome.

Délégation Italienne :

D. Soro, Ministre Plénipotentiaire, Chef de la Délégation.

G. Zanni, Directeur Central du Ministère des Transports et de l'Aviation Civile, Direction Générale M.C.T.C.

P. Mazzarini, Conseiller d'Ambassade du Ministère des Affaires Etrangères, Direction Générale Affaires Economiques.

F. Pitoni, I Dirigeant du Ministère des Transports et de l'Av. Civ. - Direction Générale M.C.T.C.

M. Gambero, Inspecteur Supérieur du Ministère de l'Agriculture et des Forêts.

M. Michelangeli, I Dirigeant du Ministère des Transports - Direction Générale F.S.

I. Noto, Inspecteur du Ministère des Transports et de l'Av. Civ. - Direction Générale M.C.T.C.

Les deux Délégations ont examiné diverses questions ayant trait à l'application de l'Accord ci-dessus mentionné entre les deux Pays.

En ce qui concerne les transports routiers de marchandises, la Délégation Hellénique, en se référant au Procès-Verbal de la réunion précédente, a posé de nouveau la question de la libéralisation totale de ces transports par la suppression du système actuel des autorisations et des contingents, et a exposé toutes les raisons qui militent en faveur d'une telle libéralisation.

De son côté, la Délégation Italienne a expliqué les raisons qui l'empêchent d'accepter une telle proposition.

En ce qui concerne le contingent des autorisations, les deux Parties ont décidé de porter leur nombre dès cette année de 2.500 à 3.000 de part et d'autre.

Si le nombre précité d'autorisations s'avère insuffisant pour couvrir les besoins des deux Pays jusqu'à la fin de l'année, les Autorités compétentes de ces derniers examineront avec une bienveillante attention la possibilité d'octroyer des autorisations supplémentaires pour satisfaire ces besoins.

En outre, les deux Parties ont été d'accord pour que la Commission Mixte Gréco-Italienne pour les transports routiers de marchandises se réunisse de nouveau à Athènes au plus tard jusqu'à la fin du mois de janvier 1975 pour étudier, en particulier sur la base de l'expérience acquise et des données détaillées concernant les besoins du transports routier, les divers aspects de ces transports.

La Délégation Italienne a déclaré qu'elle se réserve de proposer que la question de l'amendement de l'Accord précité entre les deux Pays soit examinée, dans le but de mieux l'adapter aux besoins et aux caractéristiques du trafic routier.

La Délégation Hellénique a pris note de cette intention. Cependant, elle considère que cet Accord s'applique d'une façon satisfaisante.

Les discussions au sein de la Commission Mixte se sont déroulées dans une atmosphère de cordialité et de compréhension mutuelle.

Fait à Rome le 18 mai 1974 en deux exemplaires originaux en langue française.

Le Président de la Délégation Hellénique (A. STEPHANOY) Le Président de la Délégation Italienne (D. SORO)

PROCES-VERBAL

de la IV^e Réunion de la Commission Mixte Gréco-Italienne pour les transports routiers de marchandises.

La quatrième réunion de la Commission précitée, prévue par l'Accord Gréco-Italien relatif aux transports routiers de marchandises, a eu lieu à Athènes du 6 au 8 Juillet 1977.

Les Délégations ayant pris part à la réunion étaient composées comme suit :

Délégation Hellénique :

M. Petros Papadakis, Président, Directeur Général du Ministère de Coordination.

M. Nicolas Macridis, Conseiller d'Ambassade au Ministère des Affaires Étrangères.

M. Emmanuel Vlandis, Secrétaire d'Ambassade au Ministère des Affaires Étrangères.

M. Andréas Gassios, Chef de Section au Ministère du Commerce.

M. Papayotis Canellopoulos, Chef de Section au Ministère des Communications.

Délégation Italienne :

Dr. Federico Pitoni (Président) Premier Dirigeant du Ministère des Transports Direction Générale Motorisation Civile.

Dr. Giorgio Fiaccadori, Conseiller Commercial à l'Ambassade d'Italie à Athènes.

Dr. Ignazio Noto, Inspecteur Principal du Ministère des Transports. Direction Générale Motorisation Civile

Dans le domaine du transport de marchandises la Délégation Italienne a mis l'accent sur le déséquilibre que présente en faveur de la Grèce, l'utilisation du contingent que les deux Parties se sont naturellement accordé. Cela résulte du fait que du côté Hellénique 2000 autorisations ont déjà été utilisées, alors que les autorités italiennes sont en possession de 2000 autorisations helléniques qui n'ont pas encore été utilisées.

Les deux Parties se sont mises d'accord qu'avant l'épuisement du contingent dont bénéficient les autorités italiennes, celles-ci en préviennent la Partie hellénique en temps voulu dans le but d'étudier ensemble les mesures nécessaires pour faire face aux besoins accrus du trafic.

Sur ce point la Partie hellénique a souligné que dans le cas où les exportations helléniques à destination d'Italie rencontrent des difficultés de transport, dues soit au manque, du côté hellénique, d'autorisation de transport soit aux conditions de transport défavorables aux exportateurs Grecs présentées par les transporteurs Italiens, la question de l'octroi d'un nombre supplémentaire d'autorisations aux transporteurs Grecs devra être réexaminée afin que des situations pouvant provoquer des perturbations nuisibles aux exportations helléniques soient évitées.

La Partie italienne a mis en relief la nécessité de clarifier la nature du trafic par le biais de la distinction dorénavant, entre les autorisations de transport bilatérales et celles de transit à travers le territoire respectif des deux pays et a fait une proposition en ce sens que la partie hellénique a acceptée. A cette fin les deux parties ont convenu de donner à cet accord mutuel, pendant les travaux de la prochaine réunion de la Commission Mixte, un aspect formel pour éviter toute faute d'interprétation de l'art. 6 de l'Accord en vigueur entre les deux pays.

La Délégation hellénique a exposé en détail les difficultés accrues qu'elle rencontre à présent pour atteindre le Nord de l'Europe, en raison des restrictions qui ont été imposées dans les itinéraires alternatifs existants pour ses exportations. Pour ces motifs elle se trouve contrainte à se tourner vers l'Italie en vue de chercher à s'en procurer un nombre d'autorisations de transit. Plus particulièrement elle demande que son contingent pour l'année 1977 soit augmenté de 2500 autorisations pour des transports en transit et que pour l'année prochaine le nombre total des autorisations en transit soit porté à 5000. A partir de 1978, elle propose que le contingent en vigueur de 3000 autorisations soit utilisé pour desservir les transports bilatéraux.

La Délégation italienne a précisé que, avant de parvenir à la clarification du trafic qu'elle a souhaité et à l'équilibre dans l'utilisation des autorisations ce serait prématuré d'apporter aux contingents des modifications aussi importantes que celles demandées du côté hellénique.

Toutefois, pour venir en quelque sorte à la rencontre de la demande hellénique, la délégation italienne s'est déclarée disposée à échanger réciproquement 1000 autorisations de transit pour l'année 1977 tout en déclarant que cette concession ne préjuge pas aux décisions ultérieures à prendre éventuellement sur les contingents. Elle s'est chargée encore de présenter la demande hellénique d'octroi de 1500 autorisations supplémentaires de transit pour l'année courante aux autorités supérieures

italiennes dont la réponse sera communiquée à la Partie hellénique avant le 1er Septembre 1977. En ce qui concerne la demande hellénique pour l'année 1978, les deux Parties ont convenu de l'examiner fin novembre 1977, dans une session conçue et convoquée à cet effet. La date de cette réunion sera fixée par voie diplomatique.

Dans le domaine des transports de voyageurs, la Délégation italienne a relevé que certains services abusifs ont été effectués par des entreprises d'autocars touristiques helléniques sur le territoire italien. A cet effet elle a prié la Partie hellénique de faire tout son possible pour que cela ne se produise pas dans l'avenir.

La Partie hellénique a assuré qu'elle prendra toute mesure nécessaire à l'encontre de ces entreprises qui enfreignent les dispositions de l'Accord des Transports routiers internationaux de voyageurs de 1972.

Les discussions au sein de la Commission Mixte se sont déroulées dans une atmosphère de cordialité et de compréhension mutuelles.

Fait à Athènes le 9 Juillet 1977 en deux exemplaires originaux en langue française faisant également foi.

Le Président de la
Délégation hellénique
P. PAPADAKIS

Le Président de la
Délégation italienne
F. PITONI

PROCES VERBAL

de la V Réunion de la Commission Mixte Italo-Hellénique pour les transports routiers de marchandises.

La cinquième réunion de la Commission précitée, prévue par l'Accord Italo-Hellénique relatif aux transports routiers de marchandises, a eu lieu à Rome du 15 au 17 Février 1978.

Les Délégations ayant pris part à la réunion étaient composées comme suit :

DELEGATION HELLENIQUE :

M. Petros Papadakis, (Président), Directeur Général du Ministère de Coordination.

M. Nicolas Macridis, Conseiller d'Ambassade au Ministère des Affaires Etrangères.

M. Efstathios Bacarinos, Conseiller Commerciale de l'Ambassade Hellénique à Rome.

M. Nicolas Glentzis, Chef de Section au Ministère des Finances.

M. Andreas Gassios, Chef de Section au Ministère du Commerce.

M. Panayotis Canellopoulos, Chef de Section au Ministère des Communications.

M. Cleomenis Coutsoukis, Conseiller au Ministère de Coordination.

M. Michael Oikonomou, Attaché commercial de l'Ambassade de Grèce.

DELEGATION ITALIENNE :

Dr. Federico Pitoni (Président) Dirigeant Supérieur au Ministère des transports Direction Générale Motorisation Civile.

Dr. Andrea Emanuelli, Premier Dirigeant au Ministère des transports Direction Générale Motorisation Civile.

Dr. Ignazio Noto, Inspecteur Principal au Ministère des transports Direction Générale Motorisation Civile.

Dr. Giovanni Mazzeo, Premier Dirigeant au Ministère de l'Agriculture et Forêts.

Direction Général de la protection économique pour les produits agricoles.

Les deux délégations ont procédé à un échange de vues au sujet du développement des transports routiers entre et à travers les deux pays pendant l'année 1977.

La délégation hellénique a communiqué que les 2.500 autorisations supplémentaires accordées par la partie italienne durant le dernier quadrimestre de l'année 1977 ont été entièrement utilisées et a noté avec plaisir que cet octroi a facilité considérablement le flux des exportations grecques.

La délégation hellénique d'autre part a mis en évidence le fait que les exportations italiennes vers la Grèce en 1977 ont marqué une augmentation importante, de l'ordre de 40 %, vis-à-vis des données de 1976, qui va les porter à 800 millions de dollars, tandis que les exportations grecques vers l'Italie s'élèveront à 270 millions de dollars, correspondant à une baisse d'environ 5 %.

La délégation italienne a remarqué qu'il semble plus approprié d'examiner non seulement la valeur totale des marchandises exportées, mais surtout le volume des marchandises à transporter. Dans ce contexte les données sur le volume indiquent que les exportations italiennes ont été inférieures au volume des exportations helléniques vers l'Italie.

Ceci est d'ailleurs évident car la partie italienne a partiellement utilisé en 1977 son contingent d'autorisations de transport, et c'est pourquoi qu'elle continue à soutenir que des raisons valables existent pour ne pas modifier le contingent en vigueur.

Sur ce raisonnement le côté hellénique a soulevé que d'après les statistiques officielles italiennes, le volume total des exportations grecques vers l'Italie s'élève à 1.246.000 tonnes, dont 720.000 tonnes correspondent à des produits de pétrole, tandis que le volume total des exportations italiennes atteint le chiffre de 1.190.000 tonnes dont 196.000 représentent les produits de pétrole.

Etant donné que ces derniers produits ne sont pas transportés par des voies routières, le volume total des exportations grecques destinées à l'Italie est inférieur, et non pas supérieur, à celui des exportations italiennes vers la Grèce, les données correspondantes s'élevant à 526.000 tonnes d'exportations grecques et à 994.000 d'exportations italiennes.

La délégation hellénique a indiqué que pour satisfaire les besoins des exportations grecques vers l'Europe Occidentale, le nombre de permis de transport transit nécessaire pour l'année 1978 s'élève à 7.500. Elle a en outre précisé que ce nombre devrait s'ajouter aux 3.000 permis du contingent déjà en vigueur.

La partie italienne a déclaré qu'elle n'est pas actuellement en position de satisfaire les besoins supplémentaires helléniques pour des permis de transit. Ces besoins grecs de transport à travers le territoire italien pour raient d'ailleurs être partiellement satisfaits par le système des chemins de fer italiens en combinaison avec les services spéciaux du transport combiné effectués par des trains à composition bloquée sur le tronçon Bari-Milano et qui seront réalisés dans le proche avenir.

La délégation italienne a d'autre part rappelé la décision prise au cours de la réunion précédente de la Commission Mixte à Athènes le 9 Juillet 1977, qui prévoit une clarification de la nature du trafic routier, en faisant dorénavant la distinction entre les autorisations destinées aux transports bilatéraux et celles de transit à travers le territoire respectif des deux pays. Cette ré-

partition rendra possible une évaluation claire du développement du trafic routier entre les deux pays.

La partie italienne s'est déclarée disposée à augmenter réciproquement le contingent en vigueur de 1.000 permis supplémentaires, à condition que le nombre total de 4.000 permis soit réparti en deux contingents. Dans ce sens elle a proposé à la partie hellénique qu'il y ait deux contingents distincts, soit un contingent de 2.000 pour les permis desservant les transports bilatéraux entre les deux pays, et un second contingent de 2.000 pour les permis desservant les transports en transit à travers les deux pays.

Le coté hellénique a exprimé son regret sur la position négative avancée par la délégation italienne vis-à-vis des besoins grecs pour des permis de transit et a déclaré que cette position porte préjudice aux exportations grecques.

En plus, la partie hellénique a, une fois de plus, réitéré que les transports en transit à travers le territoire italien ne soit pas de nature à porter préjudice aux exportations italiennes.

Pour ces raisons, le coté hellénique, tout en acceptant la distinction des permis entre deux contingents séparés, soit en transit et bilatéraux, ne peut pas accepter la proposition italienne qu'à titre tout à fait provisoire, et demande que la partie italienne réexamine favorablement la requête d'augmenter le nombre de permis de transit de 2.000 à 8.000 en total.

La partie grecque a ensuite déclaré que les 6.000 permis supplémentaires demandés ne seront nullement employés pour desservir les transports de produits agricoles grecs.

Finalement elle a demandé que le coté italien, tout en examinant favorablement les besoins globaux des transports grecs en transit, lui fasse parvenir une réponse dans le plus bref délai, afin qu'elle puisse procéder à la programmation de ses exportations.

La délégation italienne s'est engagée d'étudier avec toute bienveillance le problème.

La délégation hellénique a porté à la connaissance de la délégation italienne que des entreprises de transport italiennes utilisent, dans les transports entre les deux pays des semi-remorques qui sont remorquées sur le territoire hellénique par des véhicules-tracteurs grecs ou par des véhicules-tracteurs italiens se trouvant en Grèce. La délégation hellénique a déclaré que cette pratique n'est pas prévue par les dispositions de l'article 3 de l'Accord de 1966 en vigueur et n'est pas conforme à la législation grecque.

La délégation italienne a souligné qu'à la date de la signature de l'Accord de 1966 la méthode de transport mentionnée ci-dessus par la délégation hellénique, n'était pas encore introduite dans les transports routiers de marchandises.

Elle a proposé de procéder en temps utile à la modification de l'article 3 de l'Accord en vigueur.

La délégation hellénique a accepté d'examiner cette proposition tout en soulignant qu'il est nécessaire d'adhérer aux dispositions en vigueur jusqu'à leur modification.

Les discussions au sein du Comité Mixte se sont déroulées dans une atmosphère de cordialité et de compréhension mutuelles.

Fait à Rome le 17 Février 1977 en deux exemplaires originaux en langue française faisant également foi.

Le Président de la
Délégation hellénique

Le Président de la
Délégation italienne

ΠΡΑΚΤΙΚΟΝ

Πίσης Συνεδριάσεως τῆς Μικτῆς Ἑλληνο-Ἰταλικῆς Ἐπιτροπῆς διὰ τὴν μεταφορὰν ἐμπορευμάτων ὁδικῶς.

Ἡ κατὰ τὸ Ἑλληνο-Ἰταλικὸν Σύμφωνον μεταφορὰς ἐμπορευμάτων ὁδικῶς τρίτη συνεδρίασις τῆς ἐν ἐπικεφαλίδι Ἐπιτροπῆς ἔλαβε χώραν εἰς Ρώμην ἀπὸ 16 μέχρι 18 Μαΐου ἔτους 1974.

Αἱ συμμετέχουσαι εἰς τὴν συνεδρίασιν Ἀντιπροσωπεῖαι ἀποτελοῦνται ὡς κάτωθι:

ΕΛΛΗΝΙΚΗ ΑΝΤΙΠΡΟΣΩΠΕΙΑ:

Α. Στεφάνου, Πληρεξούσιος Ὑπουργὸς Ἀρχηγὸς τῆς Ἀντιπροσωπείας.

Κ. Οἰκονομίδης, Νομικὸς Σύμβουλος Ὑπουργείου Ἐξωτερικῶν.

Ε. Μπακαρινός, Ἐμπορικὸς Σύμβουλος τῆς ἐν Ρώμῃ Πρεσβείας τῆς Ἑλλάδος.

Κ. Τσιμπούρης, Ἀγροτικὸς Ἀκόλουθος τῆς ἐν Ρώμῃ Πρεσβείας τῆς Ἑλλάδος.

Δ. Μπεκιάρης, Διευθυντὴς Ὑπουργείου Μεταφορῶν.

Ν. Γλεντζής, Πραγματογνώμων παρὰ τῷ Ὑπουργείῳ Οἰκονομικῶν.

Μ. Οἰκονόμου, Ἐμπορικὸς Γραμματεὺς τῆς ἐν Ρώμῃ Πρεσβείας τῆς Ἑλλάδος.

Ἰταλικὴ Ἀντιπροσωπεῖα:

Δ. SORO, Πληρεξούσιος Ὑπουργὸς Ἀρχηγὸς τῆς Ἀντιπροσωπείας.

Γ. ZANNI, Κεντρικὸς Διευθυντὴς Ὑπουργείου Μεταφορῶν καὶ Πολιτικῆς Ἀεροπορίας, Γενικῆς Διευθύνσεως Μ.Σ.Τ.Σ.

Ρ. MAZZARINI, Σύμβουλος Πρεσβείας Ὑπουργείου Ἐξωτερικῶν, Γενικῆς Διευθύνσεως Οἰκονομικῶν Ὑποθέσεων.

Ε. PITONI, 1ος Προϊστάμενος Ὑπουργείου Μεταφορῶν καὶ Πολιτικῆς Ἀεροπορίας Γεν. Διευθύνσεως Μ.Σ.Τ.Σ.

Μ. GAMBERO, Ἀνώτερος Ἐπιθεωρητὴς Ὑπουργείου Γεωργίας καὶ Δασῶν.

Μ. MICHELANGELI, 1ος Προϊστάμενος Ὑπουργείου Μεταφορῶν-Γεν. Δ/σεως F.S.

Ι. NOTO, Ἐπιθεωρητὴς Ὑπουργείου Μεταφορῶν καὶ Πολιτικῆς Ἀεροπορίας-Γεν. Δ/σεως Μ.Σ.Τ.Σ.

Αἱ δύο Ἀντιπροσωπεῖαι ἐξήτασαν διάφορα θέματα ἀφορῶντα εἰς τὴν ἐφαρμογὴν τοῦ ἀνωτέρω Συμφώνου μεταξὺ τῶν δύο Χωρῶν.

Ὅσον ἀφορᾷ τὰς μεταφορὰς ἐμπορευμάτων ὁδικῶς, ἡ Ἑλληνικὴ Ἀντιπροσωπεῖα, ἀναφερομένη εἰς τὸ Πρακτικὸν τῆς προηγουμένης συνεδριάσεως, ἔθεσεν ἐκ νέου τὸ θέμα τῆς ὁλοκληροῦς ἀπελευθερώσεως τῶν μεταφορῶν αὐτῶν διὰ τῆς καταργήσεως τοῦ ὑφισταμένου συστήματος ἐγκρίσεων καὶ κατανομῶν ἐκθέσασα ἅμα τοὺς λόγους οἵτινες σὺνηγοροῦν ὑπὲρ μιᾶς τοιαύτης ἀπελευθερώσεως.

Ἀπὸ μέρους τῆς ἡ Ἰταλικῆς Ἀντιπροσωπείας ἐξήγησε τοὺς λόγους οἵτινες τὴν καλοῦν νὰ ἀποδεχῇ μίαν τοιαύτην πρότασιν.

Ὅσον ἀφορᾷ τὴν κατανομὴν τῶν ἐγκρίσεων, τὰ δύο Μέρη ἀπεφάσισαν νὰ αὐξήσουν τὸν ἀριθμὸν τῶν ἀπὸ τοῦ τρέχοντος ἔτους ἀπὸ 2.500 εἰς 3.000 ἐνθεν κακείθεν.

Ἐὰν ὁ ἀνωτέρω ἀριθμὸς ἐγκρίσεως ἀποδειχθῇ ἀνεπαρκὴς πρὸς κάλυψιν τῶν μέχρι τέλους τοῦ ἔτους ἀναγκῶν τῶν δύο Χωρῶν, αἱ ἀρμόδιαι Ὑπηρεσίαι τούτων θὰ ἐξετάσουν μετὰ καλοπροαιρέτου προσοχῆς τὴν δυνατότητα παραχωρήσεως συμπληρωματικῶν ἐγκρίσεων πρὸς ἱκανοποίησιν τῶν τοιούτων ἀναγκῶν.

Προσέτι, τὰ δύο Μέρη εἶναι σύμφωνα ὅπως ἡ Ἑλληνο-Ἰταλικὴ Μικτὴ Ἐπιτροπὴ διὰ τὴν μεταφορὰν ἐμπορευμά-

των ὀδικῶς συνέλθῃ ἐκ νέου εἰς τὰς Ἀθήνας τὸ βραδύτερον μέχρι τέλους Ἰανουαρίου 1975 ἵνα ἐξετάσῃ, εἰδικώτερον βάσει τῆς κτηθείσης πεῖρας καὶ τῶν λεπτομερῶν δεδομένων διὰ τὰς ἀνάγκας τῶν ὀδικῶν μεταφορῶν τὰ διάφορα σχετικά μὲ τὰς μεταφορὰς αὐτὰς θέματα.

Ἡ Ἱταλικὴ Ἀντιπροσωπεῖα ἐδήλωσεν ὅτι ἐπιφυλάσσεται νὰ προτείνῃ ὅπως τὸ θέμα τῆς τροποποιήσεως τοῦ μεταξύ τῶν δύο Χωρῶν Συμφώνου ἐξετασθῇ, πρὸς τὸν σκοπὸν τῆς καλυτέρας προσαρμογῆς του εἰς τὰς ἀνάγκας καὶ τὰ στοιχεῖα τῶν ὀδικῶν μεταφορῶν.

Ἡ Ἑλληνικὴ Ἀντιπροσωπεῖα ἔλαβεν ὑπὸ σημείωσιν τὴν τοιαύτην πρόθεσιν. Πάντως κρίνει ὅτι τὸ ἐν λόγω Συμφωνον ἐφαρμόζεται κατὰ τρόπον ικανοποιητικόν.

Αἱ συζητήσεις ἐν τῇ Μικτῇ Ἐπιτροπῇ διεξήχθησαν εἰς ἀπόσφαιραν ἐγκαρδιότητος καὶ ἀμοιβαίας κατανοήσεως.

Ἐγένετο ἐν Ρώμῃ τὴν 18ην Μαΐου ἔτους 1974 εἰς δύο πρωτότυπα εἰς τὴν Γαλλικὴν.

Ὁ Πρόεδρος
ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΑΝΤ/ΠΕΙΑΣ
Α. ΣΤΕΦΑΝΟΥ

Ὁ Πρόεδρος
ΙΤΑΛΙΚΗΣ ΑΝΤ/ΠΕΙΑΣ
D. SORO

ΠΡΑΚΤΙΚΟΝ

4ης Συνεδριάσεως τῆς Ἑλληνο-Ἱταλικῆς Μικτῆς Ἐπιτροπῆς μεταφορᾶς ἐμπορευμάτων ὀδικῶς.

Ἡ τετάρτη συνεδρίασις τῆς ἐν ἐπικεφαλίδι Ἐπιτροπῆς, ὡς προβλέπεται ἐκ τοῦ Ἑλληνο-Ἱταλικοῦ Συμφώνου περὶ μεταφορᾶς ἐμπορευμάτων ὀδικῶς, ἔλαβε χώραν ἐν Ἀθῆναις τὴν 8ην ἕως 8ην Ἰουλίου 1977.

Αἱ συμμετέχουσαι εἰς τὴν συνεδρίασιν Ἀντιπροσωπεῖαι ἀποτελοῦντο ἐκ τῶν κάτωθι:

Ἑλληνικὴ Ἀντιπροσωπεῖα:

Πέτρος Παπαδάκης, Πρόεδρος, Γενικὸς Διευθυντὴς Ὑπουργείου Συντονισμοῦ.

Νικ. Μακρίδης, Σύμβουλος Πρεσβείας τοῦ Ὑπουργείου Ἐξωτερικῶν.

Ἐμμαν. Βλαντῆς, Γραμματεὺς Πρεσβείας παρὰ τῷ Ὑπ. Ἐξωτερικῶν.

Ἀνδρέας Γκάσιος, Τμηματάρχης Ὑπ. Ἐμπορίου.

Παν. Κανελλόπουλος, Τμηματάρχης Ὑπουργείου Μεταφορῶν.

Ἱταλικὴ Ἀντιπροσωπεῖα:

Dr. Federico Pitoni, Πρόεδρος, 1ος Διευθυντὴς Ὑπουργείου Μεταφορῶν.

Γενικὴ Διεύθυνσις Πολιτικῆ Μηχανοκινήσεως.

Dr. Giorgio Fiaccadori, Ἐμπορικὸς Σύμβουλος τῆς ἐν Ἀθῆναις Ἱταλικῆς Πρεσβείας.

Dr. Ignatio Noto, Γεν. Ἐπιθεωρητὴς Ὑπουργείου Μεταφορῶν.

Γενικὴ Διεύθυνσις Πολιτικῆς Μηχανοκινήσεως.

Εἰς τὸν τομέα τῆς μεταφορᾶς ἐμπορευμάτων, ἡ Ἱταλικὴ Ἀντιπροσωπεῖα ἐτόνισε τὴν ἀνισότητά ἣν παρουσιάζει ὑπὲρ τῆς Ἑλλάδος ἡ χρῆσις τῆς κατανομῆς δι' ἣν ἀμφοτέρω τὰ Μέρη συνεφώνησαν. Τοῦτο προκύπτει ἐκ τοῦ γεγονότος ὅτι ἀπὸ Ἑλληνικῆς πλευρᾶς ἐχρησιμοποιήθησαν ἤδη 2.000 ἐγκρίσεις, ἐνῶ αἱ Ἱταλικαὶ Ἀρχαὶ ἔχουν εἰς χεῖρας τῶν 2.000 ἐγκρίσεις Ἑλληνικὰς αἰτήσεις δὲν ἔχουσιν εἰσέτι χρησιμοποιηθῇ.

Τὰ δύο Μέρη συνεφώνησαν ὅπως πρὸ τῆς ἐξαντλήσεως τῆς ὑπὲρ τῶν Ἱταλικῶν Ἀρχῶν κατανομῆς, αὐταὶ εἰδοποιῶν τὰς Ἑλληνικὰς τοιαύτας ἐν εὐθέτω χρόνῳ πρὸς τὸν σκοπὸν ἵνα ἀμφοτέρω τὰ Μέρη μελετήσουν τὴν λήψιν τῶν ἀναγκαίων μέτρων διὰ τὴν ἀντιμετώπισιν τῶν ἐκ τῆς μεταφορικῆς κινήσεως ἀναγκῶν.

Ἐπὶ τοῦ σημείου τούτου ἡ Ἑλληνικὴ Ἀντιπροσωπεῖα ὑπεγράμμισεν ὅτι εἰς περίπτωσιν καθ' ἣν αἱ προοριζόμεναι διὰ τὴν Ἱταλίαν Ἑλληνικαὶ ἐξαγωγαὶ ἤθελον ἀντιμετωπίσῃ δυσχερεῖας μεταφορᾶς, λόγῳ ἐλλείψεως, ἀπὸ Ἑλληνικῆς πλευρᾶς, ἐγκρίσεως μεταφορᾶς ἢ λόγῳ συνθηκῶν μεταφορᾶς δυσμενῶν διὰ τοὺς Ἑλλήνας ἐξαγωγῆς ἀπὸ μέρους τῶν Ἱταλῶν μεταφορέων, τὸ θέμα τῆς ἐκδόσεως συμπληρωματικοῦ ἀριθμοῦ ἐγκρίσεων εἰς τοὺς Ἑλλήνας μεταφορεῖς δέον νὰ ἐπανεξετασθῇ πρὸς ἀποφυγὴν καταστάσεων δυναμένων νὰ προκαλέσουν ἐπιζημίους ἀνωμαλίας εἰς τὰς Ἑλληνικὰς ἐξαγωγὰς.

Ἡ Ἱταλικὴ Ἀντιπροσωπεῖα προέβαλε τὴν ἀνάγκην διευκρινίσεως τῆς φύσεως τῆς κινήσεως διὰ τῆς μεθόδου τῆς διακρίσεως ἐφεξῆς, μεταξύ τῶν ἐγκρίσεων ἀμφοτεροβαρῶν μεταφορῶν καὶ τοιούτων τράνζιτο διὰ μέσου τῆς ἀντιστοίχου ἐπικρατείας τῶν δύο Χωρῶν καὶ ὑπέβαλε ἐπὶ τούτοις πρότασιν ἣν ἡ Ἑλληνικὴ πλευρὰ ἀπεδέχθη. Πρὸς τὸν σκοπὸν αὐτόν, συνεφώνησαν τὰ δύο Μέρη ὅπως προσδώσουν εἰς τὴν ἀμοιβαίαν ταύτην συμφωνίαν, κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς προσεχοῦς συνεδριάσεως τῆς Μικτῆς Ἐπιτροπῆς, χαρακτηριστὰ ἐπίσημον πρὸς ἀποφυγὴν πάσης ἐσφαλμένης τυχὸν ἐρμηνείας τοῦ ἀρθροῦ 6 τοῦ ἰσχύοντος μεταξύ τῶν δύο Χωρῶν Συμφώνου.

Ἡ Ἑλληνικὴ Ἀντιπροσωπεῖα ἐξέθεσε λεπτομερῶς τὰς ἄς ἀντιμετωπίζει δυσχερεῖας πρὸς μετάβασιν εἰς τὴν Βόρειον Εὐρώπην, λόγῳ τῶν ἐπιβληθέντων περιορισμῶν εἰς τὰ ἐναλλασσόμενα δρομολόγια ἅτινα ἀφοροῦν τὰς ἐξαγωγὰς τῆς. Ἐκ τοῦ λόγου τούτου ὑποχρεοῦται νὰ στραφῇ πρὸς τὴν Ἱταλίαν ἵνα δυνθῇ καὶ ἐφοδιασθῇ μὲ ἀριθμὸν ἐγκρίσεων τράνζιτο. Εἰδικώτερον ζητεῖ ὅπως ἡ κατανομή τῆς διὰ τὸ ἔτος 1977 αὐξηθῇ κατὰ 2.500 ἐγκρίσεις διὰ μεταφορᾶς τράνζιτο καὶ ὅτι διὰ τὸ προσεχές ἔτος ὁ συνολικὸς ἀριθμὸς τῶν ἐγκρίσεων τράνζιτο ἀχθῇ εἰς τὰς 5.000. Ἀπὸ τοῦ ἔτους 1976, προτείνει ὅτι ἡ ἰσχύουσα κατανομή 3.000 ἐγκρίσεων χρησιμοποιηθῇ πρὸς ἐξυπηρέτησιν τῶν διμερῶν μεταφορῶν.

Ἡ Ἱταλικὴ Ἀντιπροσωπεῖα ὑπεγράμμισεν ὅτι πρὶν ἢ πραγματοποιηθῇ ἡ προταθεῖσα παρ' αὐτῆς διευκρίνισις τῆς κινήσεως καὶ ἰσορροπία εἰς τὴν χρῆσιν τῶν ἐγκρίσεων, θὰ ἦτο πρῶϊμον νὰ ἐνεργηθοῦν εἰς τὰς κατανομάς τροποποιήσεις εἰς ἣν σοβαρὰν κλίμακα ἐζήτησε ταύτας ἡ Ἑλληνικὴ πλευρά.

Ἐν πάσῃ περιπτώσει, πρὸς μερικὴν ἱκανοποίησιν τρόπον τινὰ τοῦ Ἑλληνικοῦ αἰτήματος, ἡ Ἱταλικὴ Ἀντιπροσωπεῖα ἀνέφερεν ὅτι δέχεται νὰ ἀνταλλάξῃ ἀμοιβαίως 1.000 ἐγκρίσεις τράνζιτο διὰ τὸ ἔτος 1977, δηλοῦσα ὅμως ὅτι ἡ παραχώρησις αὕτη δὲν προδικάζει τὰς ἐνδεχομένους μεταγενεστέρως ἐπὶ τῶν κατανομῶν ληφθησομένας ἀποφάσεις. Ἀνέλαβε προσέτι νὰ υποβάλλῃ τὸ Ἑλληνικὸν αἶτημα διὰ τὴν ἐκδοσιν 1.500 προσθέτων ἐγκρίσεων τράνζιτο διὰ τὸ τρέχον ἔτος εἰς τὰς ἀνωτέρας Ἱταλικὰς ἀρχὰς ὧν ἡ ἀπάντησις θὰ κοινοποιηθῇ εἰς τὴν Ἑλληνικὴν Ἀντιπροσωπεῖαν πρὸ τῆς 1ης Σεπτεμβρίου 1977. Ὅσον δ' ἀφορᾷ τὸ Ἑλληνικὸν αἶτημα διὰ τὸ ἔτος 1978, ἀμφοτέρω τὰ Μέρη συνεφώνησαν ὅπως τὸ ἐξετάσουν περὶ τὰ τέλη Νοεμβρίου 1977 κατὰ τὴν διάρκειαν συνεδριάσεως πρὸς τοῦτο συγκληθησομένης. Ἡ ἡμερομηνία τῆς τοιαύτης συνεδριάσεως θὰ ὁρισθῇ διὰ τῆς διπλωματικῆς ὁδοῦ.

Εἰς τὸν τομέα μεταφορᾶς ταξιδιωτῶν, ἡ Ἱταλικὴ Ἀντιπροσωπεῖα ἀνέφερεν ὅτι ἐνηργηθῆσαν ὠρισμένοι καταχρηστικαὶ ἐξυπηρετήσεις εἰς τὴν Ἱταλικὴν Ἐπικράτειαν ὑπὸ

Ἑλληνικῶν ἐπιχειρήσεων τουριστικῶν Πούλμαν. Πρὸς τοῦτο παρεκάλεσε τὴν Ἑλληνικὴν Ἀντιπροσωπείαν ὅπως ἐνεργήσῃ πᾶν ὅ,τι δεῖ πρὸς ἀποφυγὴν τοιούτων καταστάσεων εἰς τὸ μέλλον.

Ἡ Ἑλληνικὴ Ἀντιπροσωπεία ἐβεβαίωσε ὅτι θὰ λάβῃ ἅπαντα τὰ ἐνδεικνύμενα μέτρα κατὰ τῶν τοιούτων ἐπιχειρήσεων αἵτινες παραβιάζουν τὰς διατάξεις τοῦ Συμφώνου διεθνῶν ὁδικῶν μεταφορῶν Ταξιδιωτῶν ἔτους 1972.

Αἱ συζητήσεις τῆς Μικτῆς Ἐπιτροπῆς ἔλαβον χώραν εἰς ἀτιμωσίαν ἐγκαρδιότητος καὶ ἀμοιβαίας κατανοήσεως.

Ἐγένετο ἐν Ἀθήναις τὴν 9ην μηνὸς Ἰουλίου ἔτους 1977 εἰς δύο πρωτότυπα εἰς τὴν Γαλλικὴν τὴν αὐτὴν ἐνέχοντα ἰσχύιν.

Ὁ Πρόεδρος τῆς Ἑλληνικῆς Ἀντιπροσωπείας Π. ΠΑΠΑΔΑΚΗΣ
Ὁ Πρόεδρος τῆς Ἰταλικῆς Ἀντιπροσωπείας F. PITONI

ΠΡΑΚΤΙΚΟΝ

5ης Συνεδριάσεως τῆς Ἑλληνο-Ἰταλικῆς Μικτῆς Ἐπιτροπῆς διὰ τὴν μεταφορὰν ἐμπορευμάτων ὁδικῶς.

Ἡ πέμπτη συνεδρίασις τῆς ἐν Ἐπικεφαλίδι Ἐπιτροπῆς κατὰ τὸ Ἑλληνο-Ἰταλικὸν Σύμφωνον περὶ μεταφορᾶς ἐμπορευμάτων ὁδικῶς ἔλαβε χώραν εἰς τὴν Ρώμην ἀπὸ 15 μέχρι 17 Φεβρουαρίου 1978.

Αἱ συμμετέχουσαι εἰς τὴν συνεδρίαν Ἀντιπροσωπεύονται ἀποτελοῦνται ἐκ τῶν κάτωθι :

Ἑλληνικὴ Ἀντιπροσωπεία :

Πέτρος Παπαδάκης, (Πρόεδρος) Γενικὸς Διευθυντὴς Ὑπουργείου Συντονισμοῦ.

Νικόλαος Μακρίδης, Σύμβουλος Πρεσβείας παρὰ τῷ Ὑπ. Ἐξωτερικῶν.

Εὐστάθιος Μπακαρίνος, Ἐμπορικὸς Σύμβουλος τῆς ἐν Ρώμῃ Ἑλληνικῆς Πρεσβείας.

Νικόλαος Γλεντζής, Τμηματάρχης Ὑπουργείου Οἰκονομικῶν.

Ἀνδρέας Γκάτσιος, Τμηματάρχης Ὑπουργείου Ἐμπορίου.

Παναγιώτης Κανελλόπουλος, Τμηματάρχης Ὑπουργείου Συγκοινωνιῶν.

Κλεομένης Κουτσούκης, Σύμβουλος Ὑπ. Συντονισμοῦ.

Μιχαὴλ Οἰκονόμου, Ἐμπορικὸς Ἀκόλουθος Ἑλληνικῆς Πρεσβείας.

Ἰταλικὴ Ἀντιπροσωπεία :

Dr. Federico Pitoni (Πρόεδρος) Γεν. Διευθυντὴς Ὑπ. Μεταφορῶν. Γεν. Διευθύνσις Πολιτικῆς Μηχανοκινήσεως.

Dr. Andrea Emanuelli, Προϊστάμενος Ὑπ. Μεταφορῶν Γεν. Διευθύνσεως Πολ. Μηχανοκινήσεως.

Dr. Ignasio Noto, Γεν. Ἐπιθεωρητὴς Ὑπ. Μεταφορῶν Γεν. Δ/σεως Πολ. Μηχανοκινήσεως.

Dr. Giovanni Mazzeo, Προϊστάμενος Ὑπ. Γεωργίας καὶ Δασῶν. Γεν. Δ/σις Οἰκον. Προστασίας ἀγροτικῶν προϊόντων.

Αἱ δύο Ἀντιπροσωπεύειαι προέβησαν εἰς τὴν ἀνταλλαγὴν ἀπόψεων εἰς ὅ,τι ἀφορᾷ τὴν ἐξέλιξιν τῶν ὁδικῶν μεταφορῶν μεταξὺ καὶ διὰ μέσου τῶν δύο Χωρῶν κατὰ τὸ ἔτος 1977. Ἡ Ἑλληνικὴ Ἀντιπροσωπεία ἀνέφερεν ὅτι αἱ κατὰ τὸ τελευταῖον 4μηνον ἔτους 1977 χορηγηθεῖσαι ὑπὸ τῶν Ἰταλικῶν Ἀρχῶν 2.500 συμπληρωματικαὶ ἐγκρίσεις ἐχρησιμοποιήθησαν ἐξ ὁλοκλήρου καὶ μετ' εὐχαριστήσεως προσέ-

θεσεν ὅτι ἡ χορήγησις αὕτη διηκολύνε εἰς μεγάλῃν κλίμακᾳ τὸν ροὺν τὸν Ἑλληνικῶν ἐξαγωγῶν.

Ἡ Ἑλληνικὴ Ἀντιπροσωπεία ἐξ ἄλλου ἀνέφερεν ὅτι αἱ Ἰταλικαὶ πρὸς τὴν Ἑλλάδα ἐξαγωγαὶ τὸ 1977 ἐσημείωσαν σημαντικὴν αὐξήσιν, τῆς τάξεως τῶν 40 %, ἐναντι τῶν δεδωμένων τοῦ ἔτους 1976, ἀνερχομένων οὕτω τούτων εἰς δολλάρια 800 ἑκατομμύρια, ἐνῶ αἱ πρὸς τὴν Ἰταλίαν Ἑλληνικαὶ ἐξαγωγαὶ θὰ ἀνέλθουν εἰς 270 ἑκατομμύρια δολλάρια, παρουσιαζομένης οὕτω μειώσεως 5 %.

Ἡ Ἰταλικὴ Ἀντιπροσωπεία παρετήρησεν ὅτι θὰ ἦτο ὀρθότερον νὰ ἐξετασθῇ οὐχὶ μόνον ἡ συνολικὴ ἀξία τῶν ἐξαγομένων ἐμπορευμάτων, ἀλλὰ κυρίως ὁ ὄγκος τῶν πρὸς μεταφορὰν ἐμπορευμάτων. Ἐν προκειμένῳ τὰ ἐπὶ τοῦ ὄγκου στοιχεῖα δεικνύουν ὅτι αἱ Ἰταλικαὶ ἐξαγωγαὶ ἦσαν μικρότεραι κατ' ὄγκον τῶν πρὸς τὴν Ἰταλίαν Ἑλληνικῶν ἐξαγωγῶν.

Τοῦτο ἄλλωστε εἶναι ἐκδηλον κοθότι ἡ Ἰταλία ἐχρησιμοποίησε μερικῶς τὸ 1977 τὴν κατανομήν της ἐγκρίσεων μεταφορῶν, ἐφ' ᾧ αὕτη συνεχίζει νὰ ὑποστηρίξῃ ὅτι ἔγκυροι λόγοι ὑπαγορεύουν τὴν μὴ τροποποίησιν τῆς ἐν ἰσχύι κατανομῆς.

Ἐπὶ τῆς ἀπόψεως ταύτης ἡ Ἑλληνικὴ Ἀντιπροσωπεία ἐδήλωσεν ὅτι συμφώνως πρὸς τὰς ἐπισήμους Ἰταλικὰς στατιστικάς, ὁ συνολικὸς ὄγκος τῶν πρὸς τὴν Ἰταλίαν Ἑλληνικῶν ἐξαγωγῶν ἀνέρχεται εἰς 1.246.000 τόννους ἐξ ὧν 720.000 ἀφορῶν εἰς πετρελαιοειδῆ, ἐνῶ ὁ συνολικὸς ὄγκος τῶν Ἰταλικῶν ἐξαγωγῶν ἀνέρχεται εἰς 1.190.000 τόννους ἐξ ὧν 196.000 τόννοι πετρελαιοειδῶν.

Ἐπειδὴ τὰ τελευταῖα ταῦτα προϊόντα δὲν μεταφέρονται ὁδικῶς, ὁ συνολικὸς ὄγκος τῶν πρὸς τὴν Ἰταλίαν Ἑλληνικῶν ἐξαγωγῶν εἶναι πολὺ κατώτερος καὶ οὐχὶ ἀνώτερος τῶν πρὸς τὴν Ἑλλάδα Ἰταλικῶν ἐξαγωγῶν, τῶν σχετικῶν στοιχείων διαλαμβανόντων 526.000 τόννους Ἑλληνικῶν ἐξαγωγῶν καὶ 994.000 Ἰταλικῶν τοιούτων.

Ἡ Ἑλληνικὴ Ἀντιπροσωπεία ἀνέφερεν ὅτι πρὸς ἐξυπηρέτησιν τῶν ἀναγκῶν τῶν πρὸς τὴν Δυτικὴν Εὐρώπην Ἑλληνικῶν ἐξαγωγῶν, ὁ ἀριθμὸς τῶν ἀδειῶν μεταφορᾶς τράνζιτο διὰ τὸ ἔτος 1978 ἀνέρχεται εἰς 7.500. Καὶ ἐδήλωσε προσέτε ὅτι εἰς τὸν ἀριθμὸν αὐτὸν δέον νὰ προστεθοῦν καὶ αἱ 3.000 ἀδειαι τῆς τρεχούσης κατανομῆς.

Ἡ Ἰταλικὴ Ἀντιπροσωπεία ἐδήλωσεν ὅτι δὲν εἶναι εἰς θέσιν νὰ ἱκανοποιήσῃ τὰς συμπληρωματικὰς Ἑλληνικὰς ἀνάγκας εἰς ἀδείας τράνζιτο. Αἱ τοιαῦται ἀνάγκαι μεταφορᾶς διὰ μέσου τῆς Ἰταλικῆς ἐπικρατείας θὰ ἠδύνατο ἐξ ἄλλου νὰ ἱκανοποιηθοῦν μερικῶς διὰ τοῦ συστήματος τῶν Ἰταλικῶν σιδηροδρόμων ἐν συνδυασμῷ μετὰ τῶν ἐδικῶν ὑπηρεσιῶν μεταφορᾶς ἐνεργουμένης διὰ συμφῶν συνθέσεως Bloquee εἰς τὸ τμήμα Bari-Milano εἰς τὸ προσεχὲς μέλλον.

Ἡ Ἰταλικὴ Ἀντιπροσωπεία ὑπέμνησεν ἐξ ἄλλου τὴν ληφθεῖσαν ἀπόφασιν κατὰ τὴν προηγουμένην ἐν Ἀθήναις τὴν 9.7.77 συνελθοῦσαν συνεδρίαν τῆς Μικτῆς Ἐπιτροπῆς, καθ' ἣν προβλέπεται διευκρίνισις τῆς φύσεως τῆς ὁδικῆς μεταφορικῆς κινήσεως, ἐνεργουμένης ἐφεξῆς τῆς διακρίσεως μεταξὺ ἐγκρίσεων προοριζομένων διὰ διμερεῖς μεταφορὰς καὶ τοιούτων τράνζιτο διὰ μέσου τῆς ἀντιστοίχου ἐπικρατείας τῶν δύο Χωρῶν. Ἡ κατανομή αὕτη θὰ καταστήσῃ δυνατὴν τὴν καθαρὰν καὶ σαφῆ ἐκτίμησιν τῆς ἐξέλιξεως τῆς ὁδικῆς μεταφορικῆς κινήσεως μεταξὺ τῶν δύο Χωρῶν.

Ἡ Ἰταλικὴ Ἀντιπροσωπεία ἐδήλωσεν ὅτι δέχεται νὰ αὐξήσῃ ἀμοιβαίως τὴν ἐν ἰσχύι κατανομήν διὰ 1.000 συμπληρωματικῶν ἀδειῶν, ὑπὸ τὸν ὅρον ὅτι ὁ συνολικὸς ἀριθμὸς τῶν 4.000 ἀδειῶν νὰ διαχωρισθῇ εἰς δύο κατανομάς. Ἐπὶ τούτοις ἐπρότεινεν εἰς τὴν Ἑλληνικὴν Ἀντιπροσωπείαν νὰ ὑφίστανται δύο συγκεκριμένα κατανομαὶ ἤτοι μία τῶν 2.000

αδειών εξυπηρετουσών τὰς διπλεύρους μεταφορὰς μεταξύ τῶν δύο χωρῶν καὶ ἐτέρα τῶν 2.000 αδειῶν πρὸς ἐξυπηρέτησιν τῶν μεταφορῶν τράνζιτο διὰ μέσου τῶν δύο χωρῶν.

Ἡ Ἑλληνικὴ Ἀντιπροσωπεῖα ἐξέφρασε τὴν λύπην τῆς διὰ τὴν ἀρνητικὴν στάσιν τῆς Ἰταλικῆς ἀντιπροσωπεῖας ἐναντι τῶν Ἑλληνικῶν ἀναγκῶν εἰς ἀδείας τράνζιτο καὶ ἐδήλωσεν ὅτι ἡ στάσις αὕτη ἀποβαίνει ἐπιζημία διὰ τὰς Ἑλληνικὰς ἐξαγωγὰς.

Ἐτι δέ, ἡ Ἑλληνικὴ Ἀντιπροσωπεῖα ἐπαίλαβεν, ἀπαξ ἔτι, ὅτι αἱ μεταφοραὶ τράνζιτο εἰς τὸ Ἰταλικὸν ἔδαφος δὲν εἶναι φύσεως ἐπιζημίας διὰ τὰς Ἰταλικὰς ἐξαγωγὰς.

Διὰ τοὺς λόγους τούτους, ἀπὸ Ἑλληνικῆς πλευρᾶς, καίτοι γίνεται δεκτὴ ἡ διάκρισις αδειῶν δύο χωριστῶν κατανομῶν, ἥτοι τράνζιτο καὶ διπλεύρως, δὲν εἶναι δυνατὸν νὰ γίνῃ δεκτὴ ἡ Ἰταλικὴ πρότασις εἰμὴ μόνον προσωρινῶς. Ἡ Ἑλληνικὴ ἀντιπροσωπεῖα ζητεῖ προσέτι ἀπὸ τὴν Ἰταλικὴν ὥπως ἐπανεξετάσῃ εὐνοϊκῶς τὸ αἴτημα περὶ αὐξήσεως τοῦ ἀριθμοῦ αδειῶν τράνζιτο ἀπὸ 2.000 εἰς 8.000 ἐν συνόλῳ.

Ἡ Ἑλληνικὴ ἀντιπροσωπεῖα ἐδήλωσεν ἐν συνεχείᾳ ὅτι αἱ ζητούμεναι πρόσθετοι 6.000 αδειαι δὲν θὰ χρησιμοποιηθοῦν καθ' οἷονδῆποτε τρόπον πρὸς ἐξυπηρέτησιν τῆς διακινήσεως Ἑλληνικῶν ἀγροτικῶν προϊόντων.

Ἐν τέλει ἐζήτησεν ὥπως ἡ Ἰταλικὴ πλευρὰ, ἐξετάζουσα εὐνοϊκῶς τὰς συνολικὰς ἀνάγκας τῶν Ἑλληνικῶν μεταφορῶν τράνζιτο, κοινοποιήσῃ ἀπάντησιν τὸ ταχύτερον δυνατόν, ὥστε νὰ δυνηθῇ ἡ Ἑλληνικὴ πλευρὰ νὰ προβῇ εἰς τὸν προγραμματισμὸν τῶν ἐξαγωγῶν τῆς.

Ἡ Ἰταλικὴ ἀντιπροσωπεῖα ἀνέλαβεν ὥπως μελετήσῃ τὸ πρόβλημα μετὰ πάσης εὐμενείας.

Ἡ Ἑλληνικὴ Ἀντιπροσωπεῖα ἀνέφερεν εἰς τὴν Ἰταλικὴν τοιαύτην ὅτι αἱ Ἰταλικαὶ μεταφορικαὶ ἐπιχειρήσεις χρησι-

μοποιοῦν διὰ τὰς μεταξύ τῶν δύο χωρῶν μεταφορὰς, ἡμι-ρμμουλκούμενα ρήματα ἅτινα ρμμουλκῶνται εἰς τὸ Ἑλληνικὸν ἔδαφος ὑπὸ Ἑλληνικῶν ὀχημάτων ρμμουλκήσεως ἢ Ἰταλικῶν τοιούτων εὐρισκομένων ἐν Ἑλλάδι. Ἡ Ἑλληνικὴ ἀντιπροσωπεῖα δηλοῖ ὅτι τὸ σύστημα τοῦτο δὲν προβλέπεται ὑπὸ τοῦ ἀρθροῦ 3 τοῦ Συμφώνου 1966 καὶ δὲν εἶναι σύμφωνον πρὸς τὴν Ἑλληνικὴν Νομοθεσίαν.

Ἡ Ἰταλικὴ ἀντιπροσωπεῖα ὑπεγράμμισεν ὅτι κατὰ τὸν χρόνον ὑπογραφῆς τοῦ Συμφώνου 1966 ἡ ἀνωτέρω μέθοδος μεταφορᾶς δὲν εἶχεν εἰσέτι εἰσαχθῇ εἰς τὰς μεταφορὰς ἐμπορευμάτων ὁδικῶς.

Καὶ ἐπρότεινεν ὥπως προβῇ εἰς εὐθετον χρόνον εἰς τὴν τροποποίησιν τοῦ ἀρθροῦ 3 τοῦ ἐν ἰσχύι Συμφώνου.

Ἡ Ἑλληνικὴ ἀντιπροσωπεῖα ἐδέχθη νὰ ἐξετάσῃ τὴν πρότασιν ταύτην ἀλλ' ἐτόνισεν ὅτι εἶναι ἀνάγκη τηρήσεως τῶν ἐν ἰσχύι διατάξεων μέχρι τῆς τροποποιήσεώς των.

Αἱ συζητήσεις τῆς Μικτῆς Ἐπιτροπῆς διεξήχθησαν εἰς ἀτμόσφαιραν ἐγκαρδιότητος καὶ ἀμοιβαίας κατανοήσεως.

Ἐγένετο ἐν Ρώμῃ τὴν 17ην Φεβρουαρίου 1977 εἰς δύο πρωτότυπα ἀντίτυπα εἰς τὴν Γαλλικὴν τὴν αὐτὴν ἐνέχοντα ἰσχύν.

Ὁ
Πρόεδρος
τῆς Ἑλληνικῆς Ἀντ/πειας
Π. ΠΑΠΑΔΑΚΗΣ

Ὁ
Πρόεδρος
τῆς Ἰταλικῆς Ἀντ/πειας
F. ΡΙΤΟΝΙ

Ὅ,τι ἀκριβῆς μετάφρασις ἐκ τοῦ Γαλλικοῦ.

Ἀθῆναι 6 Σεπτεμβρίου 1978

Ὁ Μεταφραστής
ΓΟΥΛΙΕΛΜΟΣ ΜΙΣΗΛΙΔΗΣ

Η ΓΕΝΙΚΗ ΔΙΕΥΘΥΝΣΗ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ ΓΝΩΣΤΟΠΟΙΕΙ ΟΤΙ:

Η ετήσια συνδρομή της Έφημερίδας της Κυβερνήσεως, ή τιμή των φύλλων της που πουλιού νται τμηματικά και τα τέλη δημοσιεύσεων στην Έφημερίδα της Κυβερνήσεως, καθορίστηκαν από 1 Ιανουαρίου 1979 ως ακολούθως:

Α' ΕΤΗΣΙΕΣ ΣΥΝΔΡΟΜΕΣ

1. Για το Τεύχος Α'	Δραχ.	600
2. » » » Β'	»	700
3. » » » Γ'	»	500
4. » » » Δ'	»	1.000
5. » » » Νομικών Προσώπων Δ.Δ. κ.λπ.	»	500
6. » » » Παράρτημα	»	300
7. » » » Άνωνύμων Έταιρειών κ.λπ.	»	3.000
8. » » Δελτίο Έμπορικής και Βιομηχανικής Ίδιοκτησίας	»	200
9. Για όλα τα τεύχη και το Δ.Ε.Β.Ι.	»	6.000

Οι Δήμοι και οι Κοινότητες του Κράτους καταβάλλουν το 1/2 των ανωτέρω συνδρομών.

Υπέρ του Ταμείου Άλληλοβοηθείας Προσωπικού του Έθνικού Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) αναλογούν τα εξής ποσά:

1. Για το Τεύχος Α'	Δραχ.	30
2. » » » Β'	»	35
3. » » » Γ'	»	25
4. » » » Δ'	»	50
5. » » » Νομικών Προσώπων Δημοσίου Δικαίου κ.λπ.	»	25
6. » » » Παράρτημα	»	15
7. » » » Άνωνύμων Έταιρειών κ.λπ.	»	150
8. » » Δελτίο Έμπ. και Βιομ. Ίδιοκτησίας ..	»	10
9. Για όλα τα τεύχη	»	300

Β'. ΤΙΜΗ ΦΥΛΛΩΝ

Η τιμή πώλησως κάθε φύλλου, μέχρις 8 σελ., είναι 3 δρχ., από 9 ως 40 σελ. 8 δρχ., από 41 ως 80 σελ. 15 δρχ., από 81 σελ. και άνω ή τιμή πώλησως κάθε φύλλου προσαυξάνεται κατά 15 δρχ. ανά 80 σελίδες.

Γ'. ΤΕΛΗ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ

I. Στο τεύχος Άνωνύμων Έταιρειών και Έταιρειών Περιορισμένης Ευθύνης:

Α' Δημοσιεύματα Άνωνύμων Έταιρειών:

1. Τών δικαστικών πράξεων	Δραχ.	400
2. Τών καταστατικών Άνωνύμων Έταιρειών ..	»	10.000
3. Τών τροποποιήσεων τών καταστατικών τών Άνωνύμων Έταιρειών	»	2.000
4. Τών ανακοινώσεων και προσκλήσεων σε γενικές συνέλευσεις, τών κατά το άρθρο 32 του Ν. 3221/24 γνωστοποιήσεων, τών ανακοινώσεων, που προβλέπονται από το άρθρο 59 παρ. 3 του Ν.Δ. 400/70 «περί Άλλοδαπών Ασφαλιστικών Έταιρειών» και τών αποφάσεων του Διοικητικού Συμβουλίου του ΕΛΤΑ, που αναφέρονται σε προσωρινές διατάξεις ..	»	1.000
5. Τών Ισολογισμών τών Άνωνύμων Έταιρειών ..	»	4.000
6. Τών συνοπτικών μηνιαίων καταστάσεων τών Τραπεζικών Έταιρειών	»	1.000
7. Τών αποφάσεων «περί έγκρισης τιμολογίων τών Ασφαλιστικών Έταιρειών»	»	600
8. Τών υπουργικών αποφάσεων «περί παροχής άδειας επέκτασης τών εργασιών Ασφαλιστικών Έταιρειών», τών εκθέσεων περιουσιακών στοιχείων Άνωνύμων Έταιρειών γενικά, και τών αποφάσεων του Δ.Σ. του ΕΛΤΑ, με τις οποίες εγκρίνονται και δημοσιεύονται οι κανονισμοί αυτού	»	4.000
9. Τών αποφάσεων «περί παροχής πληρεξουσιότητας προς αντιπροσώπους εν Ελλάδι Άλλοδαπών Έταιρειών» και τών αποφάσεων «περί μεταβίβασης του χαρτοφυλακίου Ασφαλιστικών Έταιρειών κατά το άρθρον 59 παρ. 1 του Ν.Δ. 400/70»	»	2.000
10. Τών αποφάσεων «περί συγχωνεύσεως Άνωνύμων Έταιρειών»	»	10.000

11. Τών αποφάσεων της Επιτροπής του Χρηματιστηρίου «περί εισαγωγής χρεωγράφων εις το Χρηματιστήριο προς διαπραγμάτευση, συμφώνως προς τās διατάξεις του άρθρου 2 παρ. 3 Α.Ν. 148/67»	Δραχ.	1.000
12. Τών αποφάσεων της Επιτροπής κεφαλαιαγοράς «περί διαγραφής χρεωγράφων εκ του Χρηματιστηρίου, συμφώνως προς τās διατάξεις του άρθρου 2 παρ. 4 Α.Ν. 148/1967»	»	1.000

Β'. Δημοσιεύματα Έταιρειών Περιορισμένης Ευθύνης:

1. Τών καταστατικών	»	1.000
2. Τών τροποποιήσεων τών καταστατικών ...	»	400
3. Τών ανακοινώσεων και προσκλήσεων	»	200
4. Τών Ισολογισμών	»	1.000
5. Τών εκθέσεων εκτίμησεως περιουσιακών στοιχείων	»	1.000

Γ'. Δημοσιεύματα Άλληλασφαλιστικών Συνεταιρισμών - Άλληλασφαλιστικών Ταμείων και Φιλανθρωπικών Σωματείων:

1. Τών υπουργικών αποφάσεων «περί χορηγήσεως άδειας λειτουργίας Άλληλασφαλιστικών Συνεταιρισμών - Άλληλασφαλιστικών Ταμείων»	»	1.000
2. Τών Ισολογισμών τών ανωτέρω Συνεταιρισμών, Ταμείων και Σωματείων	»	1.000

II. Στο Τέταρτο τεύχος τών δικαστικών πράξεων, προσκλήσεων και λοιπών δημοσιεύσεων

Το ποσοστό επί τών τελών δημοσιεύσεων στο Τεύχος Άνωνύμων Έταιρειών και Έταιρειών Περιορισμένης Ευθύνης, που πρέπει να καταβάλλεται υπέρ του Ταμείου Άλληλοβοηθείας Προσωπικού Έθνικού Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ), όρίσθηκε γενικά σε 5 ο/ο.

Δ'. ΚΑΤΑΒΟΛΗ ΣΥΝΔΡΟΜΩΝ - ΤΕΛΩΝ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ ΚΑΙ ΠΟΣΟΣΤΩΝ Τ.Α.Π.Ε.Τ.

- Οι συνδρομές του εσωτερικού και τα τέλη δημοσιεύσεων προκαταβάλλονται στα Δημόσια Ταμεία έναντι αποδεικτικού εισπράξεως, το οποίο φροντίζει ο ενδιαφερόμενος να το στείλει στη Γενική Δ/ση του Έθνικού Τυπογραφείου.
- Οι συνδρομές του εξωτερικού είναι δυνατό να στέλνονται και σε ανάλογο συνάλλαγμα με έπιταγή επ' ονόματι του Διευθυντή τών Διοικητικών και Οικονομικών Υποθέσεων του Έθνικού Τυπογραφείου.
- Το υπέρ του ΤΑΠΕΤ ποσοστό επί τών ανωτέρω συνδρομών και τελών δημοσιεύσεων καταβάλλεται ως εξής:
 - στην Αθήνα: στο Ταμείο του ΤΑΠΕΤ (Κατάστημα Έθνικού Τυπογραφείου),
 - στις υπόλοιπες πόλεις του Κράτους: στα Δημόσια Ταμεία και αποδίδεται στο ΤΑΠΕΤ σύμφωνα με τις 192378/3639/1947 (ΡΟΝΕΟ 185) και 178048/5321/31.7.65 (ΡΟΝΕΟ 139) εγκύκλιες διαταγές του Γ.Λ.Κ.,
 - στις περιπτώσεις συνδρομών εξωτερικού: όταν η αποστολή τους γίνεται με έπιταγές μαζί μ' αυτές στέλνεται και το υπέρ του ΤΑΠΕΤ ποσοστό

Ο Γενικός Διευθυντής
ΑΘΑΝ. ΠΑΝ. ΣΠΗΛΙΟΠΟΥΛΟΣ

ΑΠΟ ΤΟ ΕΘΝΙΚΟ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟ